

La recherche agronomique en partenariat au Brésil

Clayton Campanhola
Ancien Président Directeur¹
Empresa brasileira
de pesquisa agropecuária
(Embrapa)
<clayton.campanhola@embrapa.br>

Benoît Lesaffre
Directeur général
Centre de coopération internationale
en recherche agronomique
pour le développement
(Cirad)
<directeur_general@cirad.fr>

La célébration de l'année du Brésil en France nous donne l'occasion de réaffirmer les enjeux de la coopération entre nos deux pays dans les domaines politique, culturel et scientifique. En ce qui concerne la recherche agronomique, nos institutions constituent aussi des instruments d'appui aux politiques agricoles et à la coopération économique. L'accord de partenariat stratégique entre l'Embrapa et le Cirad, renouvelé en 2002, a l'ambition de renforcer et rendre cohérentes les recherches en coopération. Ce partenariat dans le domaine des sciences agricoles associe l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et des universités françaises et brésiliennes.

Ce numéro thématique des *Cahiers Agricultures* et de *Pesquisa Agropecuaria Brasileira* présente quelques travaux de recherche emblématiques conduits ces dernières années, au Brésil, dans le cadre d'accords de coopération entre les institutions brésiliennes et françaises.

Le Brésil, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), pourrait devenir le premier producteur agricole avant 2015 ; mais, bien avant cet horizon, il constitue d'ores et déjà un des principaux pays exportateurs de produits agroalimentaires et dispose d'un vaste marché intérieur de près de 180 millions d'habitants. Ce pays-continent se caractérise par une variété de situations écologiques, économiques et sociales que l'on retrouve dans l'extrême diversité des systèmes et des conditions de production agricole. Cette diversité peut expliquer la multiplicité des thèmes et sujets de recherches menées sur l'agriculture brésilienne et l'attrait qu'elle présente pour les institutions de recherche et les centres de coopération internationale. De ce fait, les travaux conduits au Brésil, ont souvent valeur d'exemple, sinon pour le monde

entier, au moins pour de multiples situations tropicales.

Actuellement, le Brésil se positionne au niveau international, revendique un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, joue un rôle de leader du « Groupe des 20 » pays en développement lors des débats de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il peut certes rivaliser en termes d'exportation avec les États-Unis et l'Europe, étendre sa coopération avec la Chine et l'Inde après le Mercosul, mais il peut surtout s'appuyer sur un marché national en pleine croissance, dans la mesure où s'améliorent les revenus des segments les plus pauvres de la société brésilienne. Celle-ci est devenue plus urbaine et consommatrice de produits agroalimentaires manufacturés. Cette transformation rapide de la demande nationale suppose de véritables mutations en matière de circuits de distribution, entre les marchés de proximité et les hypermarchés, en termes d'exigences de qualité et de diversité des produits. Un espace sans équivalent au monde s'ouvre également pour des formes d'agriculture périurbaines, voir urbaines, comme c'est le cas dans la périphérie de São Paulo, la plus grande agglomération urbaine d'Amérique, mais également autour de Belo Horizonte, Rio de Janeiro et Porto Alegre.

Ces transformations se sont accompagnées de l'émergence de nouveaux acteurs du développement de l'agriculture. Les demandes des travailleurs sans terre, des syndicats paysans et des travailleurs familiaux ont convergé avec celles de la société civile pour revendiquer des politiques différenciées, notamment en faveur des systèmes de production à base familiale ou des agricultures respectueuses de l'environnement. Elles ont eu comme effet notable la mise en oeuvre d'une politique agricole pilotée par deux ministères, l'un dédié à l'agriculture entrepreneuriale, l'autre à la réforme

¹ Le Dr. Silvio Crestana a été nommé le 27 janvier 2005 à la tête de l'Embrapa. Entre autres fonctions on peut noter qu'il a été le premier coordonnateur du Labex de l'Embrapa aux États-Unis.

agraire, à l'agriculture familiale et au développement territorial.

Certes, des instruments de politique publique différenciés sont nécessaires. Le Brésil expérimente l'institutionnalisation d'un nouveau mode de gouvernance des politiques agricoles qui considère, d'un côté, l'appui technologique et productif à une agriculture entrepreneuriale plus compétitive et, de l'autre, un traitement social des divers segments d'agricultures à base familiale. Mais des questions conjointes se posent : le développement territorial peut-il être orienté à la fois vers le secteur agricole entrepreneurial et vers celui de l'agriculture familiale ? L'agriculture familiale peut-elle être aussi compétitive que l'agriculture d'entreprise ? Quels sont les activités et services, sociaux et environnementaux, autres que la production agricole, apportés par les deux types d'agriculture ?

Ce sont là des défis pour les institutions de recherche qui se doivent d'accompagner de tels processus et d'éclairer des stratégies et des options pour garantir un accès aux revenus aux différents agricul-

teurs. La pluriactivité et la reconnaissance différenciée de la multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux au Brésil sont donc sources de larges possibilités d'innovation.

Le Brésil comme la France ne peuvent s'accommoder d'une polarisation du développement qui accentuerait la concentration des ressources sur certains territoires et l'exclusion ou l'isolement pour d'autres. L'enjeu est bien de garantir aux populations locales rurales des conditions de vie satisfaisantes et durables « au pays », *via* des appuis publics spécifiques et différenciés. Ces dernières années, le Brésil a expérimenté les limites d'une politique de transferts sociaux, d'une distribution des terres sans moyens de production ou d'aides dissociées de la construction d'une responsabilisation productive et citoyenne. Tout comme en France, il est impensable de laisser se développer des zones en marge qui pourraient rapidement devenir des foyers de pauvreté, voire de révolte et de violence. Par exemple, en raison de la réduction des capacités d'absorption des migrations

dans les grandes métropoles, on constate l'apparition de bidonvilles ruraux à la périphérie des petites villes de l'intérieur du Nordeste. La pluriactivité ou la multifonctionnalité sont ainsi à l'ordre du jour, comme en Europe dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune, même s'il ne s'agit pas, bien sûr, de transférer tels quels les outils européens.

Bref, pour la recherche française et internationale, le Brésil permet une vraie coopération, étant donné la taille, la qualité et les compétences de ses institutions et leur capacité à créer du savoir-faire et de la formation d'excellence à la fois pour les jeunes et les professionnels. Dans cet esprit, l'Embrapa a commencé à mettre en place des laboratoires extérieurs à l'étranger, tel le Labex d'Agropolis-Montpellier en France.

Le présent numéro a l'ambition d'illustrer la qualité et l'intensité des relations de recherche et des travaux scientifiques par des résultats concrets. Que chaque auteur en soit remercié ! ■